

Un budget qui ne sert que Justin Trudeau

Québec, le 16 avril 2024 – Yves-François Blanchet, chef du Bloc Québécois, ainsi que la députée de Beauport-Limoilou, Julie Vignola, ont dénoncé un budget d'ingérences dans les champs de compétence du Québec qui servira bien davantage les intérêts électoraux de Justin Trudeau que les citoyens.

« C'est un budget sur le dos du Québec, une démonstration claire des dommages que le déséquilibre fiscal et le pouvoir de dépenser combinés peuvent faire contre la capacité des Québécois à gérer eux-mêmes leur propre société. Ce n'est pas un budget pour les Canadiens non plus, alors que l'immense majorité des sommes liées aux nouvelles annonces claironnées dans les médias sont ventilées après les prochaines élections. C'est un budget de promesses électorales qui ne sert que Justin Trudeau, son maintien au pouvoir immédiat par le NPD et ses visées électoralistes en 2025. L'exercice ne répond pas aux attentes du Bloc Québécois sur le soutien des aînés, le droit de retrait du Québec des ingérences, le logement, le remboursement de la facture pour les demandeurs d'asile et la fin du culte voué au pétrole : aucune n'a été respectée. Le Québec sera contre, donc le Bloc Québécois sera contre », a déclaré Yves-François Blanchet.

Ingérence après ingérence

Le budget 2024 est truffé d'ingérences dans les champs de compétence du Québec qui entraîneront des conflits juridictionnels à répétition et ralentiront la prestation de services aux citoyens. Le Bloc Québécois dénonce, entre autres, l'imposition au Québec et aux municipalités de priorités fédérales en matière de logement, l'imposition de conditions en infrastructures sous menace de priver les provinces des fonds, le financement d'une assurance médicaments fédérale et de soins dentaires fédéraux, l'imposition de conditions à Hydro-Québec pour l'obtention d'un crédit d'impôt, ainsi que l'annonce d'un projet de loi sur des normes pancanadiennes de soins de longue durée. « On jurerait un budget provincial. Or, pendant que les libéraux jouent aux apprentis-sorciers dans les champs de compétence du Québec, on est en droit de se demander qui s'occupe des domaines de juridiction fédérale comme la gestion des frontières, la hausse des pensions de vieillesse ou l'assurance-emploi, par exemple. À la lecture du budget, on n'a pas la réponse », a déploré Julie Vignola.

Des promesses électorales

Les libéraux avaient déjà effeuillé dans les médias les principales mesures du budget, notamment en matière de logement, d'infrastructures, et de défense. Or, la majorité des sommes promises sont prévues pour 2026-2027 et les années suivantes, bien au-delà de la date butoir pour les élections fédérales. Par exemple, 97 % du 1,1 milliard consacré à accélérer la construction d'appartements est budgété après l'élection, tout comme 91 % du 1,5 milliard prévu dans le nouveau Fonds pour les infrastructures liées au logement. Il en va de même pour 88 % des sommes promises avec l'assurance médicaments, 88 % du soutien à la recherche et 87,5 % des sommes pour renforcer l'avantage du Canada en intelligence artificielle. Des 73 milliards promis en réinvestissement dans la défense sur 20 ans, moins de deux sont budgétés avant l'élection. « Cet exercice n'est pas un budget, c'est la plateforme électorale des libéraux. Ce n'est pas un plan de redressement de l'économie canadienne, c'est

au mieux un plan de redressement des sondages faméliques de Justin Trudeau », a illustré la députée de Beauport-Limoilou.

La fin du fédéralisme

Le budget 2024 marquera le moment où le gouvernement Trudeau a officialisé sa volonté de fer de gouverner sans égard pour les champs de compétence et d'imposer aux provinces les priorités d'Ottawa. « Ce budget marque la fin du fédéralisme. Plus que jamais, le fédéral s'improvise maître d'œuvre des compétences québécoises, provinciales et municipales. Il utilise son pouvoir de dépenser pour prendre en otage le Québec, les provinces et les municipalités avec l'argent des contribuables. Du « maîtres chez nous » des Québécois, on glisse vers un fédéral « maître partout ». Nous aurons le choix : laisser le fédéral et la nation voisine dicter d'en haut ses priorités et faire à notre place nos choix de société à même notre argent. Ou choisir d'assumer pleinement notre entière souveraineté », a conclu Julie Vignola.

– 30 –

Source :

David Rompré

Directeur du bureau de circonscription

Julie Vignola, députée de Beauport-Limoilou

418-717-5462 / david.rompre.308@parl.gc.ca